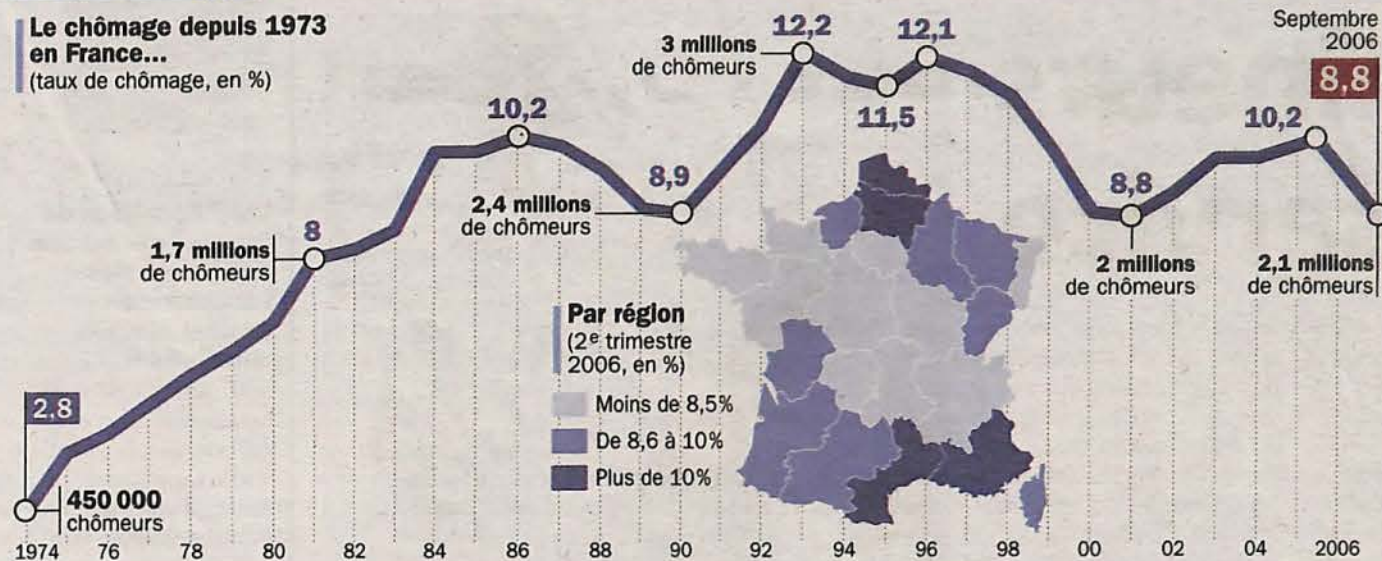


Le chômage depuis 1973 en France...
(taux de chômage, en %)



.. et chez nos principaux voisins
(en septembre 2006)

Pologne	14,1
Allemagne	8,7
Belgique	8,6
UE à 25	8
Espagne	7,8
Italie	6,8*
Roy.-Uni	5,6**
Autriche	4,7
Pays-Bas	4
Danemark	3,5

* en juin 2006
** en juillet 2006

Sources : Insee, Eurostat

Leurs propositions



François Bayrou

« Libérer l'emploi »

- Prime de 35% pour les heures supplémentaires
- Entreprises : création de 2 emplois dont les charges seront limitées à 10%
- "Small business act" à la française
- Assouplissement des 35 heures



Jean-Marie Le Pen

« Liberté l'entreprise »

- Préférence nationale à l'emploi
- Remplacement des 35 heures par une durée de travail au choix
- Âge légal de la retraite porté à 65 ans
- Encourager la multi-activité



Ségolène Royal

« Relancer la croissance pour travailler tous »

- 500 000 emplois tremplins
- Consolidation des 35 heures
- Smic à 1 500 euros bruts
- Suppression du CNE



Nicolas Sarkozy

« Président de la valeur travail »

- Allongement volontaire du temps de travail
- Exonération d'impôts et de charges pour les heures supplémentaires
- Stock-options : étendues aux salariés
- Non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 partant à la retraite

12 Yannick L'Horty : "La politique de l'emploi souffre d'un excès d'instabilité"

Voici le dernier dossier "présidentielle" de notre série consacrée aux sujets préoccupants le plus les Français.

PROFESSEUR de sciences économiques et chercheur au Centre d'études de l'emploi, Yannick L'Horty vient de publier *Les Nouvelles Politiques de l'emploi* (La Découverte).

Qui, selon vous, prend le mieux en compte la question du chômage ?

Le reflux du chômage est désormais bien amorcé. Pour qu'il se poursuive, il importe de soutenir la création de nouveaux emplois qui correspondent aux profils des chômeurs pour qu'ils les acceptent. Ça signifie améliorer les rémunérations et les conditions de travail. Pour les bénéficiaires de minima sociaux, les propositions qui visent à améliorer les gains du retour à l'emploi sont pertinentes. L'idée d'un *revenu de solidarité active*, proposée par Ségolène Royal serait un moyen de garantir des gains importants pour tous les bénéficiaires de minima sociaux qui reprendraient un emploi. La proposition de Nicolas Sarkozy d'interdire les aides locales sous conditions de statut, me paraît, elle aussi, intéressante pour ne pas pénaliser les chômeurs qui reprennent un emploi. Par exemple, la gratuité des transports pour les allocataires du RMI, comme cela a été annoncé en Ile-de-France, est une mauvaise idée.

Mais il faut que ces réformes soient acceptées par tous...

Cela suppose qu'elles soient négociées en profondeur avec les partenaires sociaux. La relance du dialogue social défendue par François Bayrou et le développement de la négociation collective à tous les

niveaux et sur tous les thèmes, souhaité par Ségolène Royal, me semblent des conditions de réussite. J'ajoute que la Sécurité sociale professionnelle, soutenue par Sarkozy et Royal, avec des contenus différents, permettrait de lutter contre la précarité.

Et les propositions qui sont de la poudre aux yeux ?

Celles qui visent à réserver les aides publiques aux entreprises qui augmentent les salaires (Sarkozy) ou celles qui s'engagent à ne pas licencier (Royal) me semblent très difficiles à mettre en œuvre sans une refonte des dispositifs actuels. Conditionner les aides entraîne des coûts de suivi qui peuvent devenir exorbitants. La proposition de Bayrou de limiter les exonérations de charges sur les bas salaires pose aussi problème. Une hausse de salaire d'un euro va coûter pratiquement le double à l'employeur. C'est trop.

Rien ne retient votre attention chez Jean-Marie Le Pen ?

Ses propositions sur l'emploi ne sont pas très explicites. La mesure la plus précise est une franchise de 200 euros mensuels de cotisations sociales pour les salaires jusqu'à 1,4 Smic. Ce type de barème provoquerait de puissants effets de seuil et favoriserait les trappes à bas salaires.

Sur les heures supplémentaires, qui de Bayrou ou Sarkozy serait le plus réaliste ?

Les deux font de cette réforme un axe central de leurs propositions. Bayrou les majore de 35 %, Sarkozy les exonère de charges sociales. Il s'agit pour eux d'afficher leur distance vis-à-vis des 35 heures que Royal veut



(Photo D.R.)

consolider dans la négociation. Mais tout cela n'aurait sans doute que des effets assez modestes sur l'emploi. La question de la durée du travail occupe une place trop importante dans les programmes. C'est une spécificité très franco-française...

Le Smic à 1 500 euros bruts ?

Ce qui intéresse les salariés, c'est le pouvoir d'achat et ce qui intéresse les employeurs, c'est le coût du travail. Dans le passé, chaque fois qu'on a augmenté fortement le Smic brut, on

a réduit les cotisations des employeurs pour éviter la hausse du coût du travail et on a augmenté les cotisations des salariés, réduisant l'impact favorable sur leurs revenus. Les effets du Smic à 1 500 € dépendent de ce que l'on fera avec

les cotisations sociales des employeurs et des salariés. Mais sur ce sujet, les propositions sont peu précises.

Ce que vous n'avez pas entendu et que vous auriez aimé entendre ?

Les dispositifs d'allègement de charges sur les bas salaires constituent aujourd'hui la mesure n°1 de la politique française de l'emploi. Or, depuis 15 ans, ils subissent une réforme tous les 18 mois. La prime pour l'emploi a, de son côté, été réformée tous les ans depuis 2001. C'est un véritable problème et j'aurais aimé entendre les candidats indiquer comment ils feront pour ralentir le rythme des réformes. Dans le domaine de l'emploi, il faut apprendre à produire des réformes durables et donc réformer la manière dont elles se construisent.

Par rapport aux autres pays d'Europe, quelle note donneriez-vous à la France sur sa politique de l'emploi ?

18/20 si je devais récompenser la créativité, 4/20 pour sanctionner l'inconstance. La politique de l'emploi en France souffre d'un excès d'instabilité. En empilant des dispositifs précaires, on l'a rendue illisible et peu efficace. L'un des défis majeurs du futur Président sera de redonner cohérence et lisibilité à l'ensemble des dispositifs publics pour l'emploi. Fixer un cap ne sera pas suffisant, il faudra aussi le tenir dans la durée.

PROPOS RECUEILLIS
PAR JEAN-MARC RAFFAELLI

Demain, deux pages spéciales sur les 12 thèmes majeurs de la présidentielle avec les propositions de tous les candidats